

## De l'importance de la contre-idéologie dans la déradicalisation des détenus islamistes à Singapour

Par **ROMAIN BARTOLO**

« *Si jamais une attaque survenait à Singapour, cela porterait gravement atteinte à notre infrastructure physique mais aussi à nos relations inter-ethniques harmonieuses qui font l'existence même de notre nation* »<sup>[1]</sup> ; voilà ce que déclarait, en 2006, le Premier Ministre singapourien, Lee Hsien Loong. La crainte d'une attaque terroriste susceptible de toucher Singapour a en effet structuré, dans la foulée de l'après-11-Septembre, les déterminants afférents à la sécurité nationale du pays. Avant le 11-Septembre, la question du terrorisme n'avait pourtant que très peu suscité les inquiétudes des autorités.

Car en dépit d'un succès économique notable et d'une législation sévère en la matière, la menace du terrorisme islamiste s'était développée à Singapour du fait d'Ibrahim Maidin, le responsable local de la Jemaah Islamiyah. Pourtant, peu de personnes s'étaient attendues à ce que Singapour puisse devenir un jour un havre de prédilection pour des terroristes. Ibrahim Maidin réussira pourtant à développer un vaste réseau, grâce aux nombreuses connexions qu'il entretiendra avec les vétérans du jihad afghan et la Jemaah Islamiyah (JI), considérée pour sa part comme le plus important groupe terroriste dans l'Asie du Sud-est. Dans le sillage du 11-Septembre, des attaques contre l'aéroport international de Changi et une base navale américaine avaient ainsi pu être déjouées, grâce à une première vague d'arrestations de membres de la Jemaah Islamiyah. Cette dernière avait été conduite en vertu des dispositions de l'Internal Security Act (ISA), dispositif législatif en vigueur dans le pays depuis 1960. Suite aux échecs retentissants auxquels ils s'étaient heurtés à Singapour, les terroristes décidaient dès lors de déplacer le champ de leurs actions et de cibler Bali (Indonésie), en octobre 2002, tuant 202 personnes dont 88 Australiens.

Coincé entre ses voisins malaisien et indonésien, Singapour semble ainsi se situer au cœur de la menace terroriste en Asie du sud-est. Il fut par ailleurs le premier Etat de la région à admettre la présence de membres actifs de la Jemaah Islamiyah sur son sol. Depuis, Singapour combat l'islam radical sans relâche. Mais il a mis en place pour ce une approche multidirectionnelle, dans le but de déradicaliser et de réhabiliter les détenus condamnés pour terrorisme. En effet, les autorités semblent avoir compris que la force militaire ne peut juguler à elle seule la radicalisation, notamment dans les prisons. Elles restent des lieux propices à la propagation du radicalisme chez les détenus. Condamnés pour des délits dans les années 1990, Richard Reid et Khaled Kelkal épousaient l'islam radical pendant leur détention. Le premier tenta de faire exploser un avion reliant Paris à Miami en plein vol en décembre 2001, tandis que le second avait versé dans le terrorisme du Groups islamique armé algérien (GIA) responsable d'une vague d'attentats en France en 1995. Tel que ces exemples l'illustrent, la radicalisation en prison nécessite une intervention des autorités publiques afin d'en diminuer les risques pour la société. Pour la combattre, la

« méthode de Singapour » de contre-radicalisation a consisté à mettre l'accent sur la prépondérance de l'idéologie, l'objectif ultime étant de prévenir toute dégradation des relations inter-communautaires.

### ***Le radicalisme islamiste : une menace pour l'harmonie à Singapour***

14,9% des cinq millions de citoyens singapouriens sont de confession musulmane<sup>[2]</sup>, ce qui en fait la communauté religieuse la plus importante après les Bouddhistes sur l'île. Dans son ensemble, Singapour forme une mosaïque pluri-religieuse et multiethnique rassemblant d'importantes communautés bouddhiste, chrétienne, musulmane, ainsi que des minorités taoïste et hindoue à un degré moindre<sup>[3]</sup>. Constatant cette riche diversité confessionnelle, assurer des relations interreligieuses pacifiées et ténues apparaissait comme un impératif essentiel à la cohésion sociale de la nation. Cette minuscule cité-Etat a été contrainte de prendre des mesures énergiques pour éviter que le danger du radicalisme ne mette à mal l'harmonie sociale prévalant entre les différentes communautés ethniques et religieuses. Singapour craignait en effet que des attaques de l'ampleur du 11-Septembre ou des attentats de Bali n'installent un climat de défiance mutuelle entre musulmans et non-musulmans. Le caractère multi-religieux de la société rendait ainsi urgent et vital d'aborder la question au départ de deux constats. D'une part, il s'avérait que la radicalisation djihadiste mettait au défi la résilience de la société singapourienne. Et d'autre part, on constatait que le succès des programmes de déradicalisation dépendait à son tour de la possibilité pour un ancien détenu radical de réintégrer la société. La découverte de la cellule terroriste singapourienne en décembre 2001 avait ainsi incité le Premier Ministre de l'époque, Goh Chok Tong, à lancer dès le mois suivant les « Cercles de confiance inter-raciaux » (IRCC, Inter-Racial Confidence Circles), mêlant des citoyens de confession musulmane et d'origine indienne ou chinoise. L'objectif principal des IRCC était de bâtir un « filet de sécurité »<sup>[4]</sup> entre communautés au cas où une attaque terroriste toucherait Singapour. La stratégie contre-idéologique reposait principalement sur le Groupe de réhabilitation religieuse (RRG, Religious Rehabilitation Group), réunissant une vingtaine d'érudits musulmans dont la mission était d'entamer un dialogue avec les détenus volontaires. Entreprendre cette démarche et la réussir demeurerait une condition sine qua none pour envisager la libération dans un pays où la peine de mort est toujours en vigueur. Dans le cadre du Programme d'engagement avec la communauté (CEP, Community Engagement Program) lancé en 2006, les leaders communautaires ont ainsi grandement contribué à faire de la déradicalisation un succès notable pour Singapour. En effet, le gouvernement ne pouvait par lui seul satisfaire les besoins pour une contre-idéologie. C'est pourquoi, inciter les responsables communautaires à mener le combat contre le radicalisme s'est avéré être un précieux avantage. Par leurs connaissances religieuses et leur statut, les érudits s'adressent en effet directement à la communauté par le biais des mosquées ou des madrasas.

### ***La déradicalisation est une bataille pour les cœurs et les esprits***

Cela étant dit, certaines guerres, telles que celles qui sont toujours en cours en Afghanistan et en Irak, n'ont ni réduit la menace terroriste, ni dissuadé des individus d'épouser les thèses d'un islam radical. Au contraire, la conduite générale de la guerre contre la terreur a

suscité de nombreuses réactions négatives chez les musulmans à l'échelle mondiale. Par conséquent, soutenir le dialogue entre érudits et prisonniers se devait de permettre de court-circuiter le processus de radicalisation. Une aide psychologique ainsi que des enseignements sur l'islam leurs ont ainsi été proposés. Les spécialistes de la religion islamique entendaient diffuser de la sorte chez les détenus une interprétation pacifique et non-fourvoyée de l'islam approuvée par les autorités locales. Et c'est ainsi que la lutte contre la radicalisation a été rendue possible par l'usage de réponses contre-idéologiques. La journaliste américaine Maria Ressa affirmait d'ailleurs, à ce titre, en 2002, que le meilleur chemin pour aborder le radicalisme était de « combattre l'idéologie avec l'idéologie »<sup>[5]</sup>. Bénévoles, les membres du RRG sont d'ailleurs devenus les conseillers des prisonniers en matière religieuse. Les autorités singapouriennes ainsi que les responsables communautaires auront ainsi fait leur possible pour encourager ces anciens extrémistes radicaux à embrasser une vision non-violente de l'islam compatible avec la société.

C'est un vaste éventail d'initiatives communautaires et citoyennes qui a d'ailleurs aidé le plus le Groupe de réhabilitation religieuse dans l'accomplissement réussi de ses tâches. Et les autorités ont également su mettre à profit l'outil Internet. En lançant l'Initiative de paix à Singapour<sup>[6]</sup> et le forum P4peace<sup>[7]</sup>, les autorités ont ainsi pu cibler la jeunesse en faisant usage des technologies modernes. Et, au-delà d'un dialogue idéologique essentiel, l'originalité de cette approche a aussi été de pallier les multiples besoins de la famille au lieu de se centrer uniquement sur le détenu. Le Groupe de réhabilitation religieuse a étendu ses sessions de conseil religieux aux femmes et aux enfants afin de prévenir tout développement d'une seconde génération de terroristes. Mais, le prisonnier s'étant avéré être très souvent l'unique source de revenu pour la famille, sa détention risquait dès lors d'affecter durement les revenus de sa famille. C'est pourquoi les responsables singapouriens veilleront aussi à mettre en place des programmes « aftercare » incluant une aide financière, psychologique, et éducative pour les enfants du détenu.

### ***Un modèle à suivre ?***

Aujourd'hui, environ deux tiers des détenus terroristes ont déjà été relâchés<sup>[8]</sup>. Les chiffres<sup>[9]</sup> montrent par ailleurs qu'aucun détenu n'a repris une quelconque activité terroriste depuis l'introduction de ces programmes de déradicalisation et de réhabilitation à Singapour. Les clercs sont parvenus à remettre ces anciens détenus sur le droit chemin. Qui plus est, certains de ces ex-prisonniers ont eux-mêmes assisté par la suite le gouvernement dans l'élaboration de sa réponse contre-idéologique.

C'est ce qui explique que l'efficacité et l'utilité croissantes de la méthode singapourienne de contre-radicalisation aient suscité l'intérêt de nombreux Etats et observateurs internationaux. Car, même si elle ne s'est pas universalisée, la menace du terrorisme islamiste s'est tout de même mondialisée. Cela a d'ailleurs incité plusieurs Etats en proie à l'extrémisme islamiste à mettre en place des programmes contre-idéologiques similaires. Ce n'est dès lors pas un hasard si le Major-Général Douglas Stone, ancien commandant du 134<sup>e</sup> corps expéditionnaire des Marines américains et responsable du système carcéral en Irak d'avril 2007 à juin 2008 a vanté les mérites de l'approche singapourienne. Il plaidait pour qu'un

tel programme soit mis en place dans les prisons irakiennes<sup>[10]</sup>, véritable vivier de recrutement pour les terroristes. Ailleurs, l'Arabie saoudite et le Yémen ont aussi été amenés à promouvoir des méthodes dites de « soft power » pour défier les « croyances sous-jacentes qui soutiennent et encouragent la violence »<sup>[11]</sup>. Et le lancement de telles mesures a effectivement eu pour effet principal l'incitation des anciens détenus terroristes à ne pas retourner dans l'extrémisme. Malgré tout, il demeure toujours certains irréductibles qui rejettent toute initiative de déradicalisation et se terrent dans leur jusqu'au-boutisme, montrant que le succès de tels programmes n'est pas pour autant nécessairement inscrit sous le signe de la perfection.

## Conclusion

« Singapour est l'endroit du monde par excellence où les relations entre le gouvernement et la communauté musulmane ont été meilleures après le 11 septembre »<sup>[12]</sup> déclarait Alami Musa, président du Conseil religieux islamique de Singapour, en mai 2009. Car certes, aucune recette universelle n'existe pour déradicaliser les extrémistes. Cependant, au fil des ans, il s'est avéré que la stratégie adoptée par Singapour s'est imposée comme un modèle du genre. Cette expérience, unique, a ainsi montré par-dessus tout l'utilité croissante du soft power dans le domaine de la lutte contre le radicalisme religieux.

Par **ROMAIN BARTOLO**

**08/02/2010**

---

## Notes

[1] « If ever there is an attack in Singapore, it will severely damage not just our physical infrastructure, but also the harmonious ethnic relations that underpin our existence as a nation » in Tan, E., « Norming 'Moderation' in an 'Iconic Target': Public Policy and the Regulation of Religious Anxieties in Singapore », *Terrorism and Political Violence*, Vol. 19, No. 4., Dec. 2007, pp. 443-462, p.455.

[2] Tan, E., op. cit., p.445.

[3] 42,5% des Singapouriens sont de confession bouddhiste. Musulmans, Chrétiens et ceux se déclarant « sans religion » représentent respectivement 14,9, 14,6 et 14,8% de la société singapourienne. Les Taoïstes rassemblent 8,5% des citoyens tandis que les Hindous forment la plus faible communauté confessionnelle de Singapour, avec seulement 4% de dévots, in Tan, E., op. cit., p.445.

[4] Singapore's Minister for Community Development, Youth and Sports, Vivian Balakrishnan, in April 2008.

[5] « Fight ideology with ideology », in Ressa, M., *Seeds of Terror, An Eyewitness Account of Al-Qaeda's Newest Center of Operations in Southeast Asia*, Free Press, New York, 2003.

[6] Singapore Peace Initiative, [www.singaporeunited.sg/cep](http://www.singaporeunited.sg/cep)

[7] <http://p4peace.com>

[8] Dobson, W., « The Best Guide for Gitmo? Look to Singapore », *The Washington Post*, 17 May 2009.

[9] Ibid.

[10] « I believe the Singapore programme is the best, is the most progressive, and if I am to understand...the recidivist rate is very low, making the Singapore model the most successful », in Author not cited, « Singapore scheme helps de-radical- »

lise detainees in Iraq”, The Malaysian Insider, 22 March 2009.

[11] « Underlying beliefs that support and encourage violence », in Boucek, Ch., “Losing on the Battlefield of the Mind”, International Herald Tribune, 4 December 2008.

[12] “Singapore is the one place in the world where the relations between the government and the Muslim community are better after 9/11”, in Dobson, W., op. cit.

### **Le programme de recherche « Observatoire géopolitique du religieux »**

**Sous la direction de Barah Mikaïl, cet observatoire a pour objectif de bâtir l’édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s’imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré. Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.**

**Pour soutenir ce programme de recherche dans le cadre de la reconnaissance d’utilité publique, vous pouvez contacter l’IRIS : Alexandre Tuillon (tuillon@iris-france.org / T. 01 53 27 60 69)**